

Ils contribuent à

La République
de l'ESS



**Pour une citoyenneté favorisant
la démocratie économique**

Nous, Mouvement pour l'Économie Solidaire France, exprimons par un Manifeste partagé avec le Mouvement Sol, le CNLRQ-Collectif National des Régies de Quartier, le CAC-Collectif des Associations Citoyennes, l'UFISC-Union Fédérale d'Intervention des Structures Culturelles, OPALE-Culture, Le Collectif Les Localos, l'Unadel, Union Nationale des Acteurs du Développement Local et le Collectif National pour la Parole de Chômeurs, la voix de l'Économie solidaire, des territoires et du développement local et de milliers de citoyens et citoyennes, acteurs de transition et transformation.

Nous proposons par ce Manifeste d'enrichir la citoyenneté par l'exercice réel et tangible par toutes et tous de la démocratie économique.

Nous nous appuyons sur les valeurs et pratiques de l'Économie Solidaire, qui inscrit dans son ADN, la citoyenneté comme valeur première en tant que capacité de chacun.e à participer à l'organisation de la Cité, la démocratie économique comme principe fondateur et l'utilité sociale et sociétale, comme volonté collective de justice et de transformation sociale.

Nous affirmons que l'économie portée par les citoyens et les citoyennes est celle qui ose s'affirmer et proposer des alternatives socio-économiques solides et durables face à une mondialisation néo-libérale prédatrice de ressources naturelles, destructrice des droits humains fondamentaux.

Nous proposons d'instaurer des rapports de solidarité avec la nature . Nos décisions d'aujourd'hui influenceront directement nos rapports avec elle entre conservation d'une nature sauvage et "ensauvagement" de nos pratiques [1]. Il s'agit de sortir l'économie de son statut de science exacte afin de l'inscrire dans une philosophie de solidarité avec le Vivant" [2].

Nous affirmons que "loin des illusions d'une économie scientifique, restreinte au marché, l'économie est une organisation culturelle, profondément inscrite dans les relations sociales et les territoires de vie. La diversité économique inscrit ses pas dans une diversité culturelle, commun de l'humanité." [3]

Faire écho à la République Sociale et Solidaire impulsée par ESS France, c'est de manière résolue faire le choix constituant de la démocratie économique. Oser une citoyenneté qui instaure la démocratie économique, c'est avec confiance offrir l'opportunité d'une société forte de justice sociale et résiliente face aux enjeux climatiques et de lutte contre les inégalités.

Se réappropriier l'Economie par l'exercice de la Démocratie économique

La République Sociale et Solidaire est celle qui intégrera la démocratie économique, comme pratique nécessaire, incontestable donnant à chacun et chacune, la capacité de se réapproprier l'économie. Nous proposons une vision de la personne humaine qui ne se réduit pas à l'homo œconomicus mais renoue avec les fondements de l'économie et de la philosophie politiques. Plus encore, nous nous réconcilions avec l'éthique, en nous appuyant sur une approche humaniste du sensible et du fragile. [4]

Les pratiques économiques ultralibérales, non encadrées, non régulées ne sont ni une fatalité, ni une obligation, et leur conception falsifiée de l'humain et de la nature soumet des populations entières, individuellement et collectivement, à des actes quotidiens, non éthiques et non coopératifs. Nous rappelons que l'économie sociale et solidaire est l'économie des "initiatives et activités qui ont comme objectifs la promotion, la défense, le renforcement de la dignité des personnes" [5].

Impensable et impensée dans le système néo-libéral, la démocratie économique est un espace de d'émancipation pour construire le Monde de demain. Principe éthique des organisations sociales et solidaires, elle fait la preuve qu'on peut ouvrir un accès égalitaire au pouvoir de décision (une personne, une voix), non fondé sur la possession de droits de propriété ou de parts sociales. Elle est également indissociable d'un questionnement sur les finalités des systèmes économiques, car elle opère dans une volonté d'utilité et de transformation sociale.

Nous affirmons que l'Economie Sociale et Solidaire ne se limite pas à l'économie marchande comme elle n'est pas un secteur de niche. Au contraire, elle irrigue la plupart des activités et des pratiques et dynamise tous les modes de production, de consommation, d'échanges. Citons les Systèmes d'Echanges Locaux, accorderies, repair-café, garages solidaires, ressourceries. Il s'agit de redonner une visibilité à la réalité des hybridations d'une économie plurielle intégrant des échanges économiques, marchands et non marchands, monétaires et non monétaires.

Nous préconisons en particulier, un cadre juridique facilitant et décuplant l'usage des monnaies locales complémentaires par les habitant.es, les collectivités territoriales, les entreprises, associations, collectivités et pour soutenir la création et le développement d'associations de monnaies locales complémentaires.

Promouvoir l'ESS comme mouvement citoyen, porteur d'un projet politique d'émancipation individuelle et collective

Nous nous engageons à promouvoir l'Economie sociale et solidaire comme mouvement citoyen, porteur d'un projet politique d'émancipation individuelle et collective [6], transformant tous les champs de la vie quotidienne: production de biens et services solidaires, emplois et activités respectueux des droits humains fondamentaux, échanges équitables et consommation responsable, sécurité et prévention des risques pour le monde vivant et la planète.

Les structures sociales et solidaires assument une finalité sociale et sociétale qui s'inscrit dans des buts autres que lucratifs. Elles prônent une démocratie, qui impose de faire évoluer les pouvoirs décisionnels concentrés, vers un plus grand nombre de parties prenantes comprenant les travailleur.euse.s, les client.e.s, les fournisseur.euse.s, les habitant.e.s, citoyen.ne.s, personnes concernées et même les générations futures. Il s'agit de redéfinir et de partager le pouvoir pour définir une vision commune de la société et des modalités singulières de mise en œuvre.

Renouveler la démocratie comme condition de notre vie politique

Nous traversons une crise qui nous oblige à renouveler la démocratie comme condition de notre vie commune. La démocratie représentative réserve souvent l'accès au pouvoir à une partie réduite de la population et éloigne le plus grand nombre des pouvoirs de décision". Or la démocratie exige aussi plus de débats et de nouvelles formes de participation à la décision plus effectives et plus ouvertes, d'autant plus au regard des enjeux sociétaux et environnementaux qu'elle traverse.

Il nous faut donc imaginer de nouveaux espaces de délibération pour que se co-construisent les solutions d'avenir ; le goût des « controverses », et d'une certaine conflictualité liée à la diversité des situations doivent être vues comme vecteurs d'enrichissement collectif et non d'appauvrissement.

Renouveler la démocratie, c'est choisir un développement local co-créé avec les citoyens, des institutions publiques à l'écoute des territoires et une co-construction effective des politiques publiques sur un temps long. C'est également ouvrir et développer le droit à l'expérimentation sur les territoires.

C'est libérer les initiatives des territoires en offrant un cadre législatif souple qui garantit le décroisement des acteurs et actrices et soutenir une ingénierie territoriale qui facilite l'exercice du pouvoir d'agir des citoyen.ne.s, dans leurs aspirations. Supermarchés collaboratifs, cafés culturels cinémas associatifs ou coopératifs, collectifs citoyens d'habitat participatif ou coopératif ou énergies renouvelables se révèlent de nouveaux modes de partage et de reconnexion à des territoires habités et vivants.

Oser une Economie solidaire et populaire, porteuse de justice sociale

Nous proposons d'oser affirmer l'Economie Sociale et Solidaire comme Economie solidaire et populaire, porteuse de justice sociale. Initiée historiquement majoritairement par des « classes intermédiaires » (ouvriers qualifiés au XIXème siècle, professions intermédiaires aujourd'hui), elle a plus que jamais le devoir d'être réalisée AVEC les personnes les plus pauvres de notre société comme AVEC les territoires les plus délaissés de la République.

Le nombre de Français sous le seuil de pauvreté en 2021 est estimé à près de 12 millions, soit 18.46% de la population française. A la précarisation constante des emplois et des conditions de vie des personnes s'ajoutent aujourd'hui, les effets de la crise due à la pandémie Covid 19. L'invisibilité croissante de nombreux êtres humains (ou personnes) doit réinterroger fortement les acteurs et actrices de l'Economie sociale et solidaire dans leurs missions et leurs modes d'action.

Le renouvellement des pratiques de l'éducation populaire, de l'éducation citoyenne et coopérative est crucial pour l'avenir de nos démocraties. Il s'agit indéniablement que la mémoire, la conscience et l'imagination individuelle et collective prennent le pas sur les tentations populistes et autoritaires. Dans un principe qui rappelle que le travail n'est pas une marchandise, mais bien une organisation sociale empreinte de sens et de relations humaines, il est indispensable de renforcer les systèmes de redistribution et de protection sociale, au niveau national comme au niveau des territoires, en faisant place aux dynamiques de protection de proximité qui impliquent les personnes et proposent des gouvernances démocratiques. Nous devons faire place aux paroles et besoins des personnes en recherche d'emploi pour promouvoir une politique qui respecte le droit à l'emploi et à l'accompagnement vers l'emploi [7]. Des assemblées citoyennes pour l'insertion et l'emploi de qualité peuvent s'articuler aux concertations et expérimentations départementales des services publics de l'insertion et de l'emploi (SPIE), piliers actuels de la stratégie de lutte contre la pauvreté. Développer les expérimentations telles que Territoires Zéro Chômeurs de Longue Durée ou le Revenu de base permettent d'innover dans la manière de penser les notions d'emploi et d'activités, de revenu décent.

Encore aujourd'hui, le mot de banlieue est porteur d'images négatives "relayées parfois complaisamment par le pouvoir médiatique", "renforçant le sentiment d'exclusion, d'abandon et de relégation de ceux qui y vivent. Il est temps d'arrêter les formes d'assignation et de lutter contre les discriminations et violence réelles. "Pour en finir avec le développement du seul discours sur ces mécanismes d'exclusion, il faut raconter, montrer, expliquer tout ce qui se construit de positif, de dynamique dans ces quartiers populaires" [8]. Il est temps de montrer la résilience de structures telles que notamment les Régies de Quartier, tant dans les processus de conception et de mise en œuvre avec les citoyen.ne.s que les effets produits en matière de solidarité active.

Reconnaître l'engagement citoyen de proximité sur l'ensemble des territoires

Notre vision commune considère le citoyen et la citoyenne comme être singulier, participant à des collectifs eux-mêmes singuliers ; et comme être social, porteur d'universalité, donc d'une capacité à penser et agir pour la transformation de la société". Comme l'affirme les droits culturels, chaque personne, égale en dignité et en droits, doit pouvoir contribuer à l'organisation de nos modes de vie. L'expansion des activités économiques néo-libérales s'est faite principalement au détriment de la croissance de la citoyenneté. Or, chacun.e peut se réapproprier les affaires publiques dont la manière d'organiser l'activité économique et se situer dans ses dimensions multiples : citoyen.ne, producteur.trice, consommateur.trice, éducateur.trice..., comme acteur.trice social.e, économique et porteur.euse de transformation sociale à part entière" [9].

Le champ artistique et culturel témoigne de cette multiplicité d'initiatives autonomes, volontaires, issues de la société civile, désirant étendre la démocratie par l'action volontaire de citoyens libres et égaux. Les initiatives se fondent dans leur essence sur la coopération volontaire entre personnes pour proposer un espace intermédiaire, ni tout à fait privé, ni tout à fait public, qui permet des expressions, des délibérations, des propositions, des expérimentations pour construire la cité" [10].

Penser l'avenir du monde associatif [11] riche de sa diversité (culture, défense des droits, éducation populaire, social...), c'est mettre à jour le lien intrinsèque entre mouvements citoyens et démocratie. Le monde associatif se heurte à la néo-philanthropie (investissement à impact social) qui se substitue à l'action publique, à une marchandisation effrénée des services et des pratiques de managérialisation des organisations. Nous proposons de créer un Observatoire de la marchandisation du secteur associatif.

En appuyant et reconnaissant les dynamiques citoyennes dans leur singularité, par la multiplication des espaces de délibération et d'action, nous encourageons le potentiel transformateur des associations, pour éviter les dérives qui menacent la démocratie. Cela nécessite un soutien dans la durée et dans une relation coconstruite, qui s'incarnent aujourd'hui dans des conventions de subvention et des formes coopératives de projets de territoire. La création d'un Fonds associatif pour le soutien aux initiatives citoyennes, sur le modèle du Fonds de développement de la vie associative (FDVA), peut répondre aux risques de disparition de pans entiers de l'action associative, et soutenir l'innovation et l'expérimentation.

Réactiver la citoyenneté comme condition de la transition et de la résilience

L'engagement citoyen de proximité mérite de construire de nouvelles modalités créatives pour répondre collectivement aux enjeux de transition et de résilience des territoires. Par exemple par l'obligation pour les entreprises de produire des bilans sociétaux avec externalités positives et négatives [12], l'incitation à aller vers la co-détermination en entreprise en associant plus étroitement les salariés aux décisions [13] et en favorisant l'usage de Monnaies Locales pour la résilience des territoires en synergie avec les dynamiques de transition existantes [14]. L'adaptation du cadre juridique est nécessaire pour faciliter et décupler l'usage des monnaies locales complémentaires par les collectivités territoriales, les entreprises, associations, collectivités, habitants,.. et pour soutenir la création et le développement d'associations de monnaies locales complémentaires.

Gagner le pari de territoires en transition, c'est accepter d'expérimenter la coopération de manière singulière et vivante. Nous proposons de faire émerger des coopératives territoriales, démocratiques et intégrales parce que reliant production, consommation, activité, habitat. Nous proposons qu'elles soient ouvertes et reliées [15], parce dotées d'une structure de coopération commune et d'un Fond de dotation permettant de financer des communs.

Conclusion

Une autre économie est possible, elle passe par une éducation populaire autour de la citoyenneté économique et un combat pour plus de démocratie économique, plus d'espace de concertation intégrant l'ensemble de parties prenantes. La citoyenneté dans et par l'ESS doit être appréhendée dans toute sa complexité : comme une vision (un projet de société) et un mouvement (processus, démarche, élan mobilisateur), s'incarnant dans un ensemble de comportements, de projets, d'échanges d'activités et de structures (organisations, entreprises, institutions) en interactions constantes pour expérimenter, dynamiser et transformer la vie en société.

Par ce Manifeste, nous nous engageons à continuer à en porter les pratiques, à proposer des expériences, à défendre et élaborer des politiques publiques dans un dialogue et une coconstruction constante avec l'ensemble des personnes, structures, institutions et collectivités.

Références

- [1] Unadel , p. 5, Actes Actes Agora de la République de l'ESS, 10 juin 2021, Démocratie Economique: utopies ou réalités. MES France/Pes 21
- [2] Danièle Demoustier, p. 5, Actes Agora de la République de l'ESS, 10 juin 2021, Démocratie Economique: utopies ou réalités. MES France/Pes
- [3] Ufisc/OPALE, Démocratie Economique: utopies ou réalités, MES France
- [4] Cynthia Fleury, Le Souci de la nature, Apprendre, inventer, gouverner CNRS editions 2017
- [5] Mouvement SOL , p 37, Actes Agora de la République de l'ESS, 10 juin 2021. Démocratie Economique: utopies ou réalités. MES France/Pes 21
- [6] Collectif pour la Parole des Chômeurs p. 39 Actes Agora de la République de l'ESS, Démocratie Economique: utopies ou réalités. MES France
- [7] Patricia COLER, Marie-Catherine HENRY, Jean-Louis LAVILLE, Gilles ROUBY. Quel Monde associatif demain, Mouvements citoyens et démocratie. Ed Eres, 2020.
- [8] Les Localos p. 28 Actes Agora de la République de l'ESS, Démocratie Economique: utopies ou réalités. MES France
- [9] Geneviève Azam, Osons rester humain : les impasses de la toute-puissance, les liens qui libèrent 2015 et Librairie Ombres Blanches, actes ANTHROPOCÈNE, Ed. Seuil : Une journée pour fêter leurs 5 ans. Atecopol
- [10] Ufisc/OPALE, Démocratie Economique: utopies ou réalités. MES France
- [11] Les Localos p. 28 Actes Agora de la République de l'ESS, Démocratie Economique: utopies ou réalités. MES France
- [12] Collectif National des Régies de Quartiers, Charte
- [13] Ufisc p. 31 Actes Agora de la République de l'ESS, Démocratie Economique: utopies ou réalités. MES France
- [14] Mouvement Sol p. 37-38 Actes Agora de la République de l'ESS, Démocratie Economique: utopies ou réalités. MES France
- [15] Les Localos p. 28 Actes Agora de la République de l'ESS, Démocratie Economique: utopies ou réalités. MES France